

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Orléans, le 15/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT 20230342
Code AIOT : 0010002251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 Saint-Maur. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection du 9 juin 2023 a porté notamment sur les points de contrôle suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, dans le cadre de cette opération, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées...

Outre ces points de contrôle, associés à l'action nationale 2023 « Silos », un point sur la pérennité des mesures correctives adoptées en réponse aux constats formulés à l'issue de l'inspection du 15 mars 2023, a également été réalisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pt de contrôle n°7_VI_15/03/2023	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Pt de contrôle n°16_VI_15/03/2023	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Pt de contrôle n°8_VI_15/03/2023	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Pt de contrôle n°22_VI_15/03/2023_SGS_Pt6	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.2	/	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.5	/	Sans objet
7	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6	/	Sans objet
8	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6.1	/	Sans objet
9	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pt de contrôle n°7_VI_15/03/2023
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie (alerte et alarme)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2023
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
Constats : Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle n°7 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.
Observations : Constat du 15 mars 2023 : Pour mémoire, la non-conformité suivante, associée au point de contrôle n°7, a été notifiée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 15 mars 2023 : Le rapport relatif à l'intervention du 9 février 2023 de la société BE ATEX fait état du non fonctionnement des alarmes visuelles in-situ, au niveau du bâtiment F et du bureau d'accueil, dysfonctionnements pour lesquels l'exploitant n'avait pas mis en œuvre, en date du 15 mars 2023, de mesures correctives. Par ailleurs, la simulation d'une coupure d'alimentation électrique avec la mise à l'arrêt de l'alimentation générale électrique de l'établissement, n'a pas fait l'objet d'une information de l'exploitant, par la société Fichet-Bauche, du défaut technique associé à la coupure précitée. En réponse à ce constat, par courrier du 2 mai 2023, l'exploitant a déclaré : <i>« Comme indiqué dans le mail du 17 mars 2023, la commande des alarmes visuelles du magasin engrais a été passée juste après l'inspection du 15 mars, pour une installation programmée début avril (une copie de ladite commande était jointe au courriel précité). Cependant, notre prestataire, BE ATEX, a accusé un retard de réception des pièces. Les gyrophares ont été reçus le 26 avril et seront installés le 9 mai 2023. »</i> Contrôle du 9 juin 2023 : Le 9 juin 2023, à la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à un test, afin de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de transmission de l'alarme associée à la détection incendie in-situ (alarmes sonores et visuelles) et la transmission de l'alerte via son prestataire Fichet-Bauche. Cette simulation d'une décomposition, avec une présence de NOx à une concentration de 10,7 ppm (supérieure au seuil de détection fixé à 10 ppm), au niveau de la case n°2 (magasin engrais

solides vrac), à 10h25 a fait l'objet d'une retransmission de l'alarme auprès de l'astreinte rang 2 d'AXEREAL, par la société Fichet-Bauche, dans les minutes suivant le déclenchement in-situ de l'alarme. Ce test n'appelle pas d'observation.

A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à un second test visant à simuler une décomposition, avec une présence de NOx à une concentration de 10,7 ppm (supérieure au seuil de détection fixé à 10 ppm), au niveau des cases n° 19 et 20 (magasin engrais solides conditionnés), à 10h28 a fait l'objet d'une retransmission de l'alarme auprès de l'astreinte rang 2 d'AXEREAL, par la société Fichet-Bauche, dans les minutes suivant le déclenchement in-situ de l'alarme. Ce test n'appelle pas d'observation.

Ces tests ont permis de visualiser le bon fonctionnement de l'ensemble des témoins lumineux in-situ.

D'autre part, la mise à l'arrêt de l'alimentation générale électrique qui entraîne une coupure de l'alimentation électrique de la centrale d'acquisition des alarmes incendie relayée par des batteries, fait désormais l'objet d'une information de l'exploitant, par la société Fichet-Bauche, d'un défaut technique correctement caractérisé.

En regard des mesures adoptées par l'exploitant, **la non-conformité associée au point de contrôle n°7 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pt de contrôle n°16_VI_15/03/2023
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2023
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2. L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre. L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.
Constats : Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle n°16 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.
Observations : Pour mémoire, la non-conformité suivante associée au point de contrôle n°16, a été notifiée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 15 mars 2023 : Une aire de stationnement poids lourd est implantée au droit des dispositifs de commande de 2 vannes d'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site. Ainsi, l'accès aux commandes n'est pas toujours effective. Le 15 mars 2023, une des vannes n'était pas accessible, sans déplacement de l'ensemble routier stationné sur cette aire. En réponse à ce constat, par courrier du 2 mai 2023, l'exploitant a déclaré : <i>« Afin de garantir l'accès à la fermeture des obturateurs du réseau, une délimitation a été installée pour réduire l'aire de stationnement. Cette délimitation est perfectionnée avec un système de plots ancrés dans le sol. Une photographie jointe à la transmission du 2 mai 2023 illustre la mise en œuvre de cette mesure corrective. »</i> Contrôle du 9 juin 2023 : La visite in-situ a permis de visualiser la présence d'une aire de stationnement poids lourd, désormais délimitée afin de permettre, en tout temps, l'accès aux dispositifs de commande des 2 vannes d'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site. En regard des mesures adoptées par l'exploitant, la non-conformité associée au point de contrôle n°16 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pt de contrôle n°8_VI_15/03/2023
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau. L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h, pendant une durée d'au moins deux heures. Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits. Pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation. Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 et pour les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 susvisé, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation, sous réserve qu'ils soient justifiés dans l'étude de dangers et que le préfet les ait prescrits. Les réserves d'eau incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage. Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison des débits minimums suivants pendant au moins deux heures : <ul style="list-style-type: none"> – 120 m³/h pour les 4702-I d'une quantité ≥1 250 tonnes, pour les 4702-II ou 4702-III < 5 000 tonnes et pour les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 4703 ≥ 50 tonnes ; – 90 m³/h pour les 4702-I d'une quantité < 1 250 tonnes, pour les 4702-IV >1 tonne et pour les installations soumises à autorisation en 4703 <50 tonnes. En cas de présence de différentes catégories d'engrais, le débit minimum correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenu. [...]
Constats : Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle n°8 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.
Observations : Constat du 15 mars 2023 : La non-conformité suivante associée au point de contrôle n°8, a été notifiée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 15 mars 2023 : L'exploitant ne s'assure pas à une fréquence régulière et suffisante du niveau de la réserve aérienne d'eau dédiée à la défense incendie de son établissement.

En réponse à ce constat, par courrier du 2 mai 2023, l'exploitant a déclaré :

« Après vérification avec le service maintenance le niveau de la réserve est satisfaisant à une pression visualisée sur le manomètre supérieure à 7,5 bars. Une fiche de suivi mensuel est mise en place, Cf la photocopie jointe à la transmission du 2 mai 2023. »

Contrôle du 9 juin 2023 :

Pour mémoire, la défense incendie est assurée à partir des poteaux incendie situés à l'extérieur du site et une réserve aérienne de 450 m³ d'eau implantée située dans l'emprise du site, à moins de 200 m des bâtiments F et G.

La visite in-situ a permis de visualiser sur le manomètre une pression supérieure à 7,5 bars (10,5 bars), attestant du bon état de remplissage de la réserve d'eau incendie propre à l'établissement. L'exploitant a également présenté la fiche du suivi des contrôles mensuels du niveau de ladite réserve aérienne de 450 m³, mise en place suite à l'inspection du 15 mars 2023. La consultation de cette fiche n'appelle pas d'observation.

En regard des mesures adoptées par l'exploitant, **la non-conformité associée au point de contrôle n°8 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pt de contrôle n°22_VI_15/03/2023_SGS_Pt6
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2023
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle n°22 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.
Observations : Constat du 15 mars 2023 : La non-conformité suivante associée au point de contrôle n°22, a été notifiée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 15 mars 2023 : Suivant le compte-rendu de la revue de Direction AXEREA du 23 janvier 2023 communiqué à l'inspection par courriel du 17 mars 2023, le bilan de l'exercice calendaire 2022 met en évidence que les objectifs fixés ne sont pas tous atteints et suivis, notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les permis de feu ne sont pas tous correctement renseignés, – le contrôle de la connaissance des rondiers pour réaliser la levée de doute à partir de la réception d'une demande par la télésurveillance, n'a pas été réalisé. En réponse à ce constat, par courrier du 2 mai 2023, l'exploitant a déclaré : <i>« Il s'agit bien d'objectifs pour l'année. Cela ne remet pas en cause le suivi du système de gestion de la sécurité et permet au contraire d'affiner les objectifs pour l'année suivante. Sur le premier , la présence de permis de feu non conformes peut s'expliquer par une inattention ou des changements de personnel. La sensibilisation est réalisée régulièrement et l'objectif a été remis pour 2023, afin de revenir à l'objectif de 0 permis de feu non conforme. Pour le deuxième objectif non rempli, qui concerne le contrôle de connaissance des rondiers, ce point était initialement suivi par le service SSE. Or, la centralisation du service environnement crée des difficultés d'organisation pour pouvoir tester les rondiers, en heures non ouvrées. Par conséquent, suite à cette non réalisation, il a été décidé en revue de direction d'inclure dans les objectifs d'exercice POI, les exercices en heures non ouvrées afin de tester les rondiers par la même occasion. Ce fonctionnement est plus pertinent puisque depuis janvier 2023 ; un test a été réalisé sur le site de Bel Air (08/03/2023) et deux tests sur le site de Moulins-sur-Yèvre (12/01/2023 et 19/04/2023). »</i>
Contrôle du 9 juin 2023 : Pour mémoire, l'exploitant a opté pour une gestion de la sécurité commune à l'ensemble de ses sites relevant du statut "Seveso" au sein du Groupe AXEREA. Pour l'ensemble de ces sites, il définit chaque année des objectifs et des indicateurs associés, dans le cadre de la mise en œuvre de sa Politique de Prévention des Accidents Majeurs.

<p>Interwévé sur les mesures adoptées depuis le début de l'année 2023 pour atteindre les objectifs repris au titre de l'exercice 2023 et non atteints en 2022, l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice POI du 8 mars 2023 qui fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> – du bon niveau de connaissance du rondier qui a réalisé la levée de doute selon un questionnaire précis ; – de la mesure du temps d'intervention du rondier pour réaliser la levée de doute, à partir du moment où il a reçu la demande par la télésurveillance (société Fichet-Bauche). <p>La consultation de ce compte-rendu n'appelle pas d'observation.</p> <p>Concernant les permis de feu, les fiches de constat relatives aux points de contrôle n°7 et 8 statuent sur les mesures mises en œuvre sur le site de Saint-Maur dans le cadre de la délivrance des permis de feu ou de travaux. Le permis délivré au profit de la société MCS le 9 janvier 2023 pour réaliser des travaux par point chaud au niveau de la fosse pied d'élévateur du silo Béton a également été consulté. L'inspection n'a pas émis d'observation dans le cadre de ce contrôle.</p> <p>En regard des mesures adoptées par l'exploitant, la non-conformité associée au point de contrôle n°22 de l'inspection du 15 mars 2023 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et des inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la fiche de poste du responsable du site Bel Air de Saint-Maur ; – le suivi formalisé concernant la formation interne aux risques silos en date du 11/06/2014 (recyclage le 23/04/2019) de ce même responsable. <p>La consultation de ces documents n'appelle pas d'observation ; ces fiches attestent de la désignation, par l'exploitant, du responsable du site, et de la formation de ce dernier à la conduite des silos, des dangers et des inconvénients des produits stockés ou utilisés dans ces mêmes installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – [...], les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, – des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par l'AP du 13 novembre 2009, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation.</p> <p>Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans, et chaque année, avant la collecte de l'été, notamment pour les personnels saisonniers.</p> <p>En réponse à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi formalisé des formations suivies par l'adjoint au responsable du site Bel Air de Saint-Maur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – formation aux risques silos : 05/03/2020 ; – journée d'information avant moisson 2023 sur les risques : 05/06/2023. <p>L'exploitant a également présenté à l'équipe d'inspection le livret d'accueil délivré à tous les nouveaux personnels du groupe coopératif, y compris aux saisonniers et intérimaires.</p> <p>La consultation de ces documents n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention », d'un « permis de feu » lorsqu'il est nécessaire et respectent une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées, après avoir inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Tous les personnels permanents qui ont suivi la formation « risques silo » sont autorisés, par l'exploitant, à délivrer des permis de feu.</p> <p>Ce point est rappelé dans chaque carnet à souches des permis feu, au sein du groupe coopératif AXEREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contenu du permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les motivations ayant conduit à sa délivrance, – la durée de validité, – la nature des dangers, – les précautions particulières en fonction du type de matériel utilisé, – les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone dans un périmètre suffisant, l'arrêt des installations (manutention, aspiration...), la signalitique, – les consignes de surveillance et de fin de travaux dont la fréquence et la durée sont fixées par l'exploitant etc... – les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple la proximité d'un extincteur adapté au risque, l'utilisation de bâches ignifugées, ainsi que les moyens d'alerte. <p>À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants liés à la présence de poussières, celle-ci doit être à l'arrêt et débarrassée de toutes poussières.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>En réponse à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le permis délivré au profit de la société MCS, le 9 janvier 2023, pour réaliser des travaux par point chaud au niveau de la fosse pied d'élévateur du silo Béton.</p> <p>Ce permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les motivations ayant conduit à sa délivrance, – la durée de validité, – la nature des dangers, – les précautions particulières à adopter en regard du type de matériel utilisé, – les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone de travaux, l'arrêt des installations (manutention, aspiration...), – les consignes de surveillance ; – les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, ainsi que les moyens d'alerte. <p>Le permis examiné comporte également l'enregistrement des vérifications effectuées, par l'exploitant, chaque jour, deux heures après la fin de travail des intervenants.</p> <p>La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie									
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6									
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et éviter les dépôts de poussières.</p> <p>Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après font également l'objet de contrôles périodiques.</p> <p>En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par une personne compétente et formée à ces tâches.</p> <p>L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme. [...]</p> <p>Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes.</p> <p>Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Équipements</th><th>Dispositifs de sécurité</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Transporteurs à bandes</td><td> <ul style="list-style-type: none"> Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de bandes </td></tr> <tr> <td>Transporteur à chaîne</td><td> <ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage </td></tr> <tr> <td>Élévateurs</td><td> <ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de sangles Paliers extérieurs Sangles non propagatrices de la flamme* </td></tr> </tbody> </table>		Équipements	Dispositifs de sécurité	Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de bandes 	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage 	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de sangles Paliers extérieurs Sangles non propagatrices de la flamme*
Équipements	Dispositifs de sécurité								
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de bandes 								
Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage 								
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Capotage des jetées Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de sangles Paliers extérieurs Sangles non propagatrices de la flamme* 								
<p>* en cas de remplacement uniquement</p> <p>Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.</p>									
Constats : Pas d'écart constaté									
<p>Observations :</p> <p>Le rapport relatif à la maintenance préventive effectuée le 27 mars 2023, et mise en œuvre par l'exploitant a été consulté.</p> <p>Ce rapport ne fait pas mention des essais de bon fonctionnement, en dynamique, des détecteurs de dysfonctionnement, déclarés réalisés, par l'exploitant.</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués dans ce cadre, concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage, est joint en annexe du présent rapport.</p> <p>A noter, l'installation ne comporte pas de transporteur à bande.</p>									
Type de suites proposées : Sans suite									
Proposition de suites : Sans objet									

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système d'aspiration et de filtration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement ; dans le cas contraire, l'exploitant justifie que les mesures compensatoires mises en œuvre permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent ; • les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches. Une procédure de contrôle est mise en place, précisant la fréquence et l'enregistrement ; • le stockage et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier les chambres à poussière ne sont plus utilisées et toute disposition est prise pour éviter toute accumulation de poussière à l'intérieur.
<p>Constats : La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo Béton a permis de constater l'absence de fonctionnement du double asservissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage a mis en évidence l'absence de fonctionnement du double asservissement des installations du silo Béton.</p> <p>La mise à l'arrêt de l'aspiration centralisée du silo Béton n'a pas occasionné la mise à l'arrêt, y compris avec une temporisation, des transporteurs à chaîne TR107 et TR106 ainsi que l'élévateur EI3 du circuit testé. Seul le transporteur à chaîne TR111 d'acheminement de la poussière en sorties des écluses vers la benne à déchets s'est mis à l'arrêt.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués dans ce cadre, concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage, est joint en annexe du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; – l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p> <p>Constats : Il a été constaté la présence de 2 boîtes de raccordement au niveau de la tête des élévateurs du silo Béton dont l'étanchéité n'est pas correctement assurée (plusieurs câbles dans une même entrée notamment, et entrée de câble endommagée...).</p> <p>Observations : Interwévé sur le suivi des installations électriques de son site de Saint-Maur, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le rapport DEKRA du 17 janvier 2023 relatif à la vérification des installations électriques du 12 et 13 janvier 2023, au titre des ICPE, fait état d'aucune observation. – le rapport DEKRA du 17 janvier 2023 relatif à la vérification des installations électriques du 12 et 13 janvier 2023, au titre du code du travail, fait état de six observations, dont certaines relèvent des ICPE. <p>Ainsi, l'exploitant dispose d'un rapport annuel constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'avis de DEKRA sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; – l'avis de DEKRA sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié. <p>Par ailleurs, selon le suivi formalisé mis en place par l'exploitant et présenté à l'inspection, ces observations ont été levées le 4 mai 2023.</p> <p>Toutefois, la visite in-situ a permis de constater la présence de 2 boîtes de raccordement, au niveau de la tête des élévateurs du silo Béton, dont l'étanchéité n'est pas correctement assurée (plusieurs câbles dans une même entrée notamment, et entrée de câble endommagée...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois